

## **Réunion Musées debout du 21 avril 2016 : Connecté/déconnecté - engagé/dégagé : l'art contemporain face aux enjeux de société.**

*Ce document est plus un reflet de la prise de notes que j'ai tenté de faire qu'un compte-rendu exhaustif de cette réunion très dense. Je ne pense pas avoir saisi ou même compris tout ce qui s'est dit. Par contre, j'ai modifié les paramètres de partage pour que tout le monde puisse commenter ou enrichir ce texte. N'hésitez pas !*

Cette cinquième réunion de Musées debout a commencé par un rappel d'une réflexion née lors de la réunion précédente : le monde de l'art contemporain paraît peu représenté à Nuit debout, alors même qu'il se dit « connecté », si ce n'est « engagé ». Pour prendre un exemple d'actualité, le Centre Pompidou accueille en ce moment le festival [Hors Piste](#), consacré cette année à « L'art de la révolte », mais sans proposer de liens explicites avec les initiatives de la place de la République. D'où l'envie de consacrer une soirée de débat à la place de l'art contemporain face aux enjeux de société.

- Une première intervenante lance le débat à partir d'une situation concrète : une galerie qui refuse d'exposer les œuvres d'un artiste parce qu'elles traitent d'un sujet trop sensible (les abus sexuels sur les enfants). Comment l'artiste peut-il vraiment s'engager dans des débats de société s'il doit faire face à cette forme d'auto-censure ?
- Cela pose à la fois la question de l'engagement de l'artiste et de celui de la galerie. L'artiste n'a pas nécessairement besoin d'être engagé. Il peut regarder les événements de loin. Par contre, la galerie doit avoir une attitude tranchée par rapport à la société.
- Un intervenant rappelle l'importance de la médiation de l'art dans la compréhension de problèmes épineux à travers l'exemple de la bande dessinée.
- Il faut aussi prendre en compte l'importance de la galerie dans la manière dont les artistes conçoivent leur pratique : peu d'entre eux sont prêts à renoncer à vendre leurs œuvres via des galeristes.
- *Il ne faut pas diminuer l'importance de l'engagement de l'artiste.* Certains artistes engagés plaisent même au marché, comme Ai Weiwei. Par contre, la plupart sont entravés par la frilosité des galeristes et des historiens d'art. Ils cherchent à « plaire à l'historien de l'art », à entrer dans les musées, au détriment du rapport avec leur temps et leur société.
- Le public a aussi un rôle à jouer : il faut pouvoir s'appropriier l'œuvre des artistes même contre leur gré. D'un autre côté, le musée a changé la donne : l'art a toujours fait partie d'un système marchand, mais, à partir des années 1940-1950, avec le développement des musées destinés à l'art contemporain, les artistes ont commencé à créer pour ces institutions. Or cette volonté d'institutionnalisation déconnecte de l'engagement.
- Pourtant, les avant-gardes ont révolutionné les pratiques en sortant des carcans des institutions et des règles de l'art. Mais aujourd'hui, le système a tendance à

enfermer à nouveau la création dans des modèles bien définis. On n'expose pas les jeunes artistes qui sortent de ce moule.

- Un intervenant mentionne le différend qui a récemment opposé le photographe Louis Jammes et la mairie de Narbonne, autour de quatre tirages grands formats représentant des migrants syriens, destinés à être exposés en extérieur et refusés par la municipalité<sup>1</sup>.
- Il faut changer la manière de concevoir le rapport de la société civile à l'artiste. Le mythe de l'artiste-individu, qui cherche l'inspiration à l'intérieur de lui-même, n'est plus pertinent. Ce sont les citoyens qui doivent lui faire part de leurs demandes et lui inspirer des œuvres. C'est ce que cherche à faire [« Les Nouveaux Commanditaires »](#), une action initiée par la Fondation de France : un médiateur aide des groupes de citoyens à élaborer un cahier des charges à partir d'une question de société, et un artiste y répond. Au moins quatre cents œuvres ont déjà été réalisées. L'intervenant donne ainsi l'exemple d'une œuvre réalisée pour un service de soins palliatifs.
- Les street-artistes peuvent être un exemple d'artistes engagés qui refusent d'entrer dans le monde muséal. Pourtant le public peut toujours et partout les voir, avec parfois un très grand retentissement, comme Banksy. Ce dernier montre aussi que c'est la médiation de l'art qui importe, et pas la figure de l'artiste, qui n'a pas besoin d'être présent en personne pour relayer des phénomènes de société. Critiquer leur absence à Nuit debout serait un faux problème.
- Un intervenant rebondit : pour lui, les artistes se doivent d'être présents. Il signale ainsi la création d'une Commission artiste à Nuit debout Paris.
- N'y a-t-il pas une contradiction à reprocher d'un côté aux institutions de privilégier quelques artistes choisis et formatés et de regretter de l'autre que peu des artistes sortant des écoles d'art soient reconnus et relayés par les institutions ? Ne faudrait-il pas redéfinir le rôle du musée d'art contemporain ? Ou ouvrir de nouveaux espaces pour ces nouveaux créateurs (comme les hôpitaux) ?
- Un intervenant revient sur la question de l'artiste engagé : pour lui, c'est celui qui fait changer de regard sur le monde. Il donne l'exemple de Millet, qui a donné une vraie dignité aux paysans et aux couches populaires, alors qu'il était décrié pour de tels sujets au début de sa carrière.
- La liberté de l'artiste et de sa création n'est pas un présupposé pertinent. Ce qui pose problème, c'est l'utilisation de l'art comme instrument d'oppression. Le sens critique a disparu dans le discours sur l'art tenu par les musées et les galeries. Ce discours est accaparé par un groupe social, qui se contente d'aduler les œuvres et les artistes. Au contraire, il faut penser, comprendre et critiquer. C'est en s'ouvrant à d'autres discours, plus critiques, que les institutions intéresseront d'autres pans de la société.
- Vouloir parler de l'art aux ouvriers, c'est prendre le problème dans le mauvais sens. C'est l'artiste qui doit se mettre à l'écoute de la société (l'exemple des Nouveaux Commanditaires revient).

---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, on peut consulter cet article paru dans *Le Monde* du 17 mars 2016 ([ici](#)).

- Il y a tout de même un problème dans la perception que peut avoir le public de l'art contemporain et dans l'éducation de tous à ces formes d'art. On a tendance à le voir comme un art des élites.
- Il est important de se rappeler qu'il y a une multiplicité de pratiques en art contemporain, qui ne correspondent pour la plupart pas à l'image que l'on s'en fait. La fréquentation des musées est donc essentielle pour affiner son jugement.
- *Un intervenant souligne toutefois le problème de la récupération de l'art contemporain par les pouvoirs étatiques.*
- A-t-on raison d'attendre autre chose des artistes contemporains, au-delà de la participation à un marché spéculatif ?
- A partir de là, le débat enchaîne sur le problème de la précarité de la vie artistique.
- La politique d'aide à la création du ministère de la culture pose problème. Est-ce que les artistes contemporains ne sont que ceux qui seraient aidés par l'Etat ?
- Il y a un vrai souci de définition de la scène contemporaine : il n'y a pour l'instant pas de moyen d'exposer tous les artistes qui sortent des écoles d'art. Il y a en France une cinquantaine d'écoles d'art publiques et chacune d'elles diplôme une soixantaine d'artistes chaque année.
- Déjà à l'époque moderne, il y avait un très grand nombre d'artistes, qui sont pour la plupart restés dans l'anonymat. Seul 5 % d'entre eux sont présentés dans les musées aujourd'hui.
- La discussion revient à la question du rôle des musées : est-ce à eux de connecter la création contemporaine et la société ?
- L'artiste doit être libre. Il ne faut rien lui demander. C'est le discours qu'on porte sur les œuvres qui importe. Il faut multiplier les méthodologies critiques et diversifier les approches.
- Une autre solution pour reconnecter les musées et la société civile, ce serait également d'associer cette dernière aux différents moments de la vie du musée. Les commissions d'acquisition en sont un bon exemple. Avant de pouvoir entrer dans la collection d'un musée, chaque oeuvre doit être présentée devant une commission composée de professionnels des musées et de représentants de la société civile (en l'occurrence des élus). Il faudrait essayer de faire participer davantage les citoyens à ce type de discussion, pour que les acquisitions reflètent les enjeux de société et pas seulement le choix d'experts en histoire de l'art.
- Mais alors comment faire pour que ce soit un échantillon représentatif de la société et pas un reflet des visiteurs types, amateurs et éduqués ?
- Un intervenant tient également à souligner la multiplicité des types d'institution qui exposent l'art contemporain, notamment en régions : cela leur permet d'inviter des artistes moins reconnus, dans des structures plus petites, qui facilitent les échanges.
- En effet, cela permet une meilleure diffusion du discours sur l'art contemporain dans la société, même si les préjugés qui en font un art élitiste sont encore présents. Il est aussi intéressant de remarquer que les collectivités locales ont de plus en plus tendance à commander des œuvres d'art contemporain ou à organiser des expositions, parfois même si elles ne leur sont pas politiquement favorables.
- Dans ce cas, l'art est bel et bien utilisé comme un outil de prestige, voire un outil de classe.

- A ce moment, une intervenante rappelle qu'à la genèse de l'art contemporain (en tant que mouvement), il y a eu le rejet des musées, dans les années 1970.
- Il est important de ne pas oublier le grand nombre d'artistes engagés qui exposent hors des institutions. Certains sont même présents sur la place de la République.
- Mais il reste un sentiment d'usurpation de l'art contemporain, qui serait réservé à certains.
- L'art contemporain présente tout de même un grand avantage : les expositions des galeries sont gratuites.
- Mais il y a un vrai problème de communication autour de ces événements. Et il reste une barrière psychologique : les gens n'osent pas passer la porte des galeries. Comment en démocratiser l'accès ?
- Il est important aussi que l'art s'insère dans la ville. Ici l'intervenante mentionne l'exemple du Pont des arts « emballé » par Christo. Les gens s'étaient déplacés, dans une atmosphère très conviviale. Il faut que l'art sorte de la galerie.

A partir de là, mes notes de scribe fatiguée deviennent plus confuses, mais voici les principaux thèmes qui en ressortent :

- Les artistes sont trop souvent précarisés. Même si le modèle du squat comme modèle d'atelier à ciel ouvert paraît pertinent pour faire sortir l'art contemporain des musées, cela reste un modèle dangereux car il découle aussi de la misère de l'artiste. L'intervenante, artiste lui-même, appelle plutôt à des ateliers d'artistes subventionnés par l'Etat. La question se pose alors de savoir si de tels ateliers ne risqueraient pas de créer un groupe d'artistes officiels ou financés par le marché. Le premier intervenant propose une redistribution des profits engendrés par le marché de l'art chaque année. Mais reste la question de la définition de ceux qui sont artistes et pourraient bénéficier d'une telle aide. Selon quels critères accorder ou non le statut d'artiste subventionné ?
- Un deuxième sujet important a été celui du lien entre histoire de l'art et artistes. Il y a un vrai manque de transversalité. Un intervenant fait d'ailleurs remarquer qu'il ne bénéficie pas de la gratuité au musée en tant qu'artiste. Il n'y a pas non plus de liens entre les écoles d'histoire de l'art et les écoles d'art. Pourtant le dialogue entre les deux se révèle plus que pertinent. Des élèves de l'Ecole du Louvre prennent alors la parole pour présenter leur association [Diamètre](#) qui rapproche justement de jeunes historiens d'art et de jeunes artistes dans la création d'expositions temporaires et de catalogues (<http://pourelajuneunecreation.tumblr.com/salut>) . C'est un exemple positif qui montre que ce dialogue autour de l'art contemporain est possible.
- Le débat revient ensuite sur la question de l'ouverture des musées au public « populaire ». Un intervenant prend pour exemple l'évolution du Centre Pompidou depuis son ouverture. Alors qu'à sa création il se présentait comme un véritable lieu de dialogue, il s'est petit à petit fermé (la terrasse est devenue payante, les expositions gratuites ont disparu, les collections exposées se sont spécialisées). Si la BPI reste un vrai lieu de mixité sociale, il reste un problème de porosité entre ses espaces et ceux du musée national d'art moderne.
- Un intervenant rebondit sur le thème de la disparition progressive de certaines collections des yeux du public : en région, de plus en plus de musées ferment faute de moyen.

- Le débat s'est terminé par une réflexion sur la confidentialité qui entoure généralement ce type de problèmes, ainsi que les décisions prises au sein des musées en général. Cela résulte en partie d'un désintérêt de la société sur ces questions. Si on veut que les médias non spécialisés relayent de tels sujets, il faut qu'ils comprennent que ce sont de vrais enjeux de société. Une intervenante souligne que la fracture entre le monde des musées et le public est aussi la conséquence d'un repli de la fonction publique de la culture sur elle-même : il faudrait réformer voire supprimer les écoles de la fonction publique culturelle. On souligne également l'importance des choix politiques dans la gestion actuelle des musées. C'est finalement sur l'idée que la société doit se réappropriier ces décisions et réagir sur la politique des musées — idée qui inspire la démarche de Musées debout — que se termine le débat.